

Les Services Publics

- Articles -



Date de mise en ligne : mardi 31 août 2010

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

« La 'gauche plurielle' a réalisé en trois ans plus de privatisations que n'importe quel autre gouvernement français. » La Revue socialiste, juillet 2000.



Que prévoit le programme du CNR ?

« Le retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol.

L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie. »

« Je ne vous paie pas pour que vous m'indiquiez les articles du code m'interdisant de réformer, mais pour y trouver ceux qui vont me le permettre. » Ainsi s'adresse, en 1945, le communiste Marcel Paul, ministre de la Production industrielle, aux juristes de son ministère. C'est que ses « nationalisations » se heurtent à bien des intérêts. Le patronat des compagnies de gaz et d'électricité, puissant, organisé, possède des relais au gouvernement, à l'Assemblée, dans les cabinets - et c'est un bras de fer qui se déroule, avec une guérilla parlementaire, des nuées d'amendements contre chaque article. Mais la CGT se mobilise. Les conservateurs cament : ils ne veulent pas de conflit. Pas encore. Et c'est ainsi que Marcel Paul remporte « la bataille de l'électricité ».

Pas seulement au Parlement. Mais surtout dans les centrales : alors qu'à la Libération la France allume chaque soir ses bougies, dès l'été 1946, la production fonctionne au rythme de 25 milliards de kilowatts-heure - contre 18 milliards en 1939.

Le « retour à la Nation » n'était pas qu'une question de dogme pour le Parti. Ou de conquête pour les travailleurs. Mais également d'efficacité pour le pays...

Le cheval de Troie européen

Son efficacité, voilà le problème pour la droite libérale : toute la France est électrifiée, reliée au téléphone, desservie par le train, le courrier arrive tous les matins, avec en prime des programmes d'avant-garde : le Minitel, le TGV, Airbus. Comment justifier, alors, la privatisation de ces services ? Jacques Chirac y renonce, en 1986. Mais c'est Paul Quilès, un ministre socialiste, qui franchit le premier pas : sur l'injonction d'une directive européenne, la Poste est séparée des Télécom. Depuis, des « *ouvertures de capital* » successives aux privatisations, le refrain revient de Bruxelles : « *concurrence libre et non faussée* ». Une pression qui justifie tous les abandons.

DSK à coeur joie

« *En matière de privatisations, la 'gauche plurielle' a réalisé en trois ans un programme plus important que n'importe quel autre gouvernement français* ». C'est La Revue socialiste qui s'en flatte, en juillet 2000. Installé au ministère de l'Economie, DSK s'en donne à coeur joie : il « *ouvre le capital* » de France Télécom, sépare les trains (la SNCF) des rails (RFF - le Réseau Ferré de France), entérine la division de EDF et GDF, confie Aérospatiale à la dynastie Lagardère, etc.

Derrière, Nicolas Sarkozy n'a plus qu'à terminer le boulot. Comme ministre des Finances, d'abord, transformant EDF et GDF en sociétés anonymes : « *On ne viendra pas à la privatisation, c'est clair, simple et net* », promet-il, la main sur le coeur. Et on peut lui faire confiance : sitôt élu Président de la République, GDF est confiée à Suez. Quant à EDF, elle est remise à Henri Proglio, PDG de Véolia.

« *Patience et longueur de temps* » : soixante ans après la Libération, le patronat a repris ces machines à profits. Les tarifs peuvent augmenter, et les dividendes, tomber...

Services publics : Et alors ?

Les services publics deviennent des multinationales privées, et alors ?

« *Surfacturation : les drôles de pratiques de GDF-Suez* » titrait le Parisien (du 27 août 2010). C'est que tous les coups sont désormais permis pour augmenter les profits : hausse du prix du gaz (+ 40 % en cinq ans !) - tandis que les actionnaires sont gâtés : les dividendes de GDF-Suez enregistrent ainsi une « *croissance annuelle de 10,15% depuis quatre ans* », soit à plus de 40 ici. Pour les usagers en difficulté, en revanche, pas de cadeau : 300 000 foyers se verront couper le gaz en 2010 - soit dix fois plus qu'en 2009, et cent fois plus qu'en 2008 !

Pour entamer le travail de conviction dans votre famille, parmi vos amis, vos cousins, vos collègues, vous pouvez commander notre « *Tchio Fakir* » (petit Fakir en picard) intitulé « *La Revanche des collabos* » à des tarifs ultra-compétitifs :

- 1000 exemplaires = 80 Euros
- 500 exemplaires = 50 Euros
- 100 exemplaires = 15 Euros
- 50 exemplaires = 12 Euros
- 10 exemplaires = 6 Euros

Pour voir le document en pdf, cliquez [ici](#).

Les Services Publics

NB : Notre association ne gagne pas un rond, là-dessus, juste de quoi payer l'imprimeur et La Poste.
(Les prix de La Poste ne sont pas du tout proportionnels au poids, donc autant en prendre beaucoup).
Pour commander, adressez un courriel à **laurent fakirpresse.info** ou envoyez vos chèques à **Fakir** - 21, rue Eloi Morel 80 000 Amiens . Sinon n'hésitez pas à nous appeler au **03.60.10.60.15**